

Art. 3. Dans l'article 19 du même arrêté, modifié par les arrêtés du Gouvernement flamand des 7 juin 2019 et 21 février 2020, le membre de phrase « à l'exception de l'article 18, 2°, qui entre en vigueur le 1^{er} juin 2020, et, » est abrogé.

Art. 4. L'article 1^{er}, 1°, du présent arrêté produit ses effets à partir du 1^{er} juin 2020.

L'article 1^{er}, 2° et 3°, du présent arrêté entre en vigueur le 30 juin 2020.

Art. 5. Le Ministre flamand ayant le grandir dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Bruxelles, le 3 juillet 2020.

Le ministre-président du Gouvernement flamand,

J. JAMBON

Le Ministre flamand du Bien-Être, de la Santé publique, de la Famille et de la Lutte contre la Pauvreté,

W. BEKE

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2020/15273]

17 JUILLET 2020. — Décret visant l'octroi, pour l'année scolaire 2020-2021, de moyens supplémentaires permettant de déployer, suite à la crise sanitaire COVID-19, des pratiques de différenciation des apprentissages dans les écoles de l'enseignement fondamental et secondaire ordinaires relevant des classes 1 à 10 en vertu du classement établi par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23 avril 2020 établissant le classement des implantations de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire en application de l'article 4 du décret du 30 avril 2009, organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

Article 1^{er}. Pour l'application du présent décret, on entend par « pratiques de différenciation » : les démarches qui consistent à varier les moyens, les dispositifs et les méthodes, pour amener les élèves à atteindre au minimum les attendus annuels visés dans les référentiels, en tenant compte de l'hétérogénéité des classes ainsi que de la diversité des modes et des besoins d'apprentissage des élèves. Ces pratiques comprennent la pédagogie différenciée, la remédiation, les activités de dépassement et l'accompagnement personnalisé. Dans l'hypothèse où les normes sanitaires en vigueur imposeraient de limiter le nombre de jours de présence des élèves à l'école durant l'année scolaire 2020-2021, elles peuvent également s'articuler à un « dispositif d'hybridation des apprentissages », combinant la formation en présentiel et la formation à distance.

Art. 2. Pour l'année scolaire 2020-2021, un maximum de 35 000 périodes de capital-périodes ou de périodes-professeurs supplémentaires est affecté directement par les Services du Gouvernement aux écoles maternelles, primaires et fondamentales ordinaires ainsi qu'aux écoles de l'enseignement secondaire ordinaire, qui en font la demande, dont les implantations relèvent des classes 1 à 10 en vertu du classement établi par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23 avril 2020 établissant le classement des implantations de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire en application de l'article 4 du décret du 30 avril 2009 organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité.

Art. 3. Ces moyens sont octroyés en vue de permettre le déploiement exceptionnel de pratiques de différenciation des apprentissages pour compenser en partie, pour les écoles concernées, les effets de la suspension des leçons et des apprentissages à la suite des normes sanitaires en vigueur pendant la crise du COVID-19, en poursuivant les objectifs suivants:

1° Soutenir les équipes éducatives pour favoriser une différenciation des apprentissages ;

2° Renforcer l'acquisition des savoirs de base, le soutien psycho-social ou encore, le cas échéant, l'accompagnement du déploiement d'apprentissages numériques ;

3° Soutenir prioritairement les élèves qui présentent des difficultés d'apprentissage.

Dans aucun cas, ces périodes supplémentaires ne peuvent bénéficier à des implantations ne relevant pas des classes visées à l'article 2 ou à d'autres fins que celles visées par le présent décret.

Art. 4. Ces moyens sont octroyés à raison de 1 période par tranche complète de 12 élèves régulièrement inscrits au 15 janvier 2020. Le calcul s'effectue par implantation, niveaux maternel et primaire groupés.

Ces périodes sont octroyées pour une durée de 3 mois, à utiliser entre le 1^{er} septembre 2020 et le 31 décembre 2020. Cependant, un Pouvoir Organisateur peut décider de répartir ces périodes supplémentaires sur l'année scolaire complète 2020-2021, en divisant par 4 les périodes octroyées, le résultat étant arrondi à l'unité inférieure.

Art. 5. Les périodes visées à l'article 4 sont utilisables dès le 1^{er} septembre 2020. Les écoles qui utiliseront ces périodes doivent en informer les Services du Gouvernement via un formulaire conçu à cet effet, pour le 15 octobre 2020 au plus tard. A défaut d'avoir complété et renvoyé le formulaire endéans ce délai, les périodes ne pourront être utilisées par l'école concernée.

Dans ce formulaire, l'école indique le profil parmi les fonctions visées à l'article 6 qu'elle compte engager. Elle indique également les tâches et les activités qu'elle compte organiser dans le cadre de la mise en place des pratiques de différenciation pour lesquelles les périodes visées à l'article 4 seront utilisées.

Art. 6. § 1^{er}. Les moyens visés à l'article 2 et mobilisables sur base de l'article 5 permettent la création d'un ou plusieurs emplois dans une ou des fonctions de recrutement, telles que définies, pour le niveau d'enseignement concerné ou le niveau directement inférieur ou supérieur, par le décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française, au sein des catégories de personnel suivantes :

1° le personnel directeur et enseignant ;

2° le personnel paramédical ;

3° le personnel social ;

4° le personnel psychologique ;

5° le personnel auxiliaire d'éducation.

La définition des missions données dans ce cadre et leur accroche à une fonction de recrutement par le pouvoir organisateur font l'objet d'une concertation au sein des organes locaux de concertation sociale.

Ces emplois sont attribués aux membres du personnel sur base volontaire, après application des règles statutaires de dévolution des emplois.

En aucun cas, l'octroi de ces périodes ne peut conduire à une nomination ou à un engagement à titre définitif.

§ 2. Pour l'enseignement fondamental, tous les emplois, convertis en périodes, le sont à raison de 24 périodes par charge complète, et ce, quelle que soit la catégorie du personnel et le régime de prestation en vigueur dans les fonctions concernées.

Pour l'enseignement secondaire, les emplois du personnel non chargé de cours sont convertis en périodes à raison de 24 périodes par charge complète, quel que soit le régime de prestation dans chacune des fonctions concernées.

Art. 7. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} septembre 2020 et cesse d'être en vigueur le 30 juin 2021.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 17 juillet 2020.

Le Ministre-Président,

P.-Y. JEHOLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique, de l'Égalité des chances
et de la tutelle sur Wallonie-Bruxelles Enseignement,

F. DAERDEN

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture,
des Médias et des Droits des Femmes,

B. LINARD

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires,
de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,

V. GLATIGNY

La Ministre de l'Éducation,

C. DESIR

—
Note

Session 2019-2020

Documents du Parlement. – Proposition de décret, n° 102-1. – Amendement(s) en commission, n° 102-2 - Amendement(s) en séance, n° 102-3 - Texte adopté en séance plénière, n° 102-4.

Compte rendu intégral. – Discussion et adoption. - Séance du 16 juillet 2020

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2020/15273]

17 JULI 2020. — Decreet tot toekenning, voor het schooljaar 2020-2021, van extra middelen ter ontwikkeling, naar aanleiding van de gezondheids crisis COVID-19, van gedifferentieerde leerpraktijken in de scholen van het gewoon basis- en secundair onderwijs die onder klasse 1 tot 10 ressorteren overeenkomstig de indeling vastgesteld bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 23 april 2020 tot vaststelling van de indeling van de vestigingen van het basisonderwijs en het secundair onderwijs met toepassing van artikel 4 van het decreet van 30 april 2009, houdende organisatie van een gedifferentieerde omkadering binnen de schoolinrichtingen van de Franse Gemeenschap om alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te bieden in een kwaliteitsvolle pedagogische omgeving

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

Artikel 1. Voor de toepassing van dit decreet, wordt onder « differentiatiepraktijken » verstaan: de maatregelen genomen om de middelen, inrichtingen en methodes gevarieerd in te zetten om de leerlingen aan te zetten minstens de in de referentiesystemen vastgelegde verwachtingen te halen, rekening houdend met de heterogeniteit van de klassen, en de diversiteit van de leermethodes en -behoeften van de leerlingen. Deze praktijken omvatten gedifferentieerde pedagogie, remediëring, overschrijdingsactiviteiten en persoonlijke begeleiding. Indien de geldende gezondheidsnormen een beperking van het aantal dagen dat leerlingen in het schooljaar 2020-2021 naar school gaan, vereisen, kunnen ze ook worden gekoppeld aan een "hybride leersysteem", waarbij aanwezigheid op school en afstandsonderwijs worden gecombineerd.

Art. 2. Voor het schooljaar 2020-2021, wordt een maximum van 35 000 extra lestijden als lestijdenpakket of lestijden-leraar rechtstreeks door de Diensten van de Regering toegekend aan de kleuter-, lagere en basisscholen van het gewoon onderwijs en aan de secundaire scholen van het gewoon onderwijs, die erom vragen, en waarvan de vestigingen onder klasse 1 tot 10 ressorteren overeenkomstig de indeling vastgesteld bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 23 april 2020 tot vaststelling van de indeling van de vestigingen van het basisonderwijs en het secundair onderwijs met toepassing van artikel 4 van het decreet van 30 april 2009, houdende organisatie van een gedifferentieerde omkadering binnen de schoolinrichtingen van de Franse Gemeenschap om alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te bieden in een kwaliteitsvolle pedagogische omgeving.

Art. 3. Deze middelen worden toegekend om de uitzonderlijke ontwikkeling van gedifferentieerde leerpraktijken mogelijk te maken teneinde, voor de betrokken scholen, de gevolgen van de opschorting van de lessen en het leerproces naar aanleiding van de gezondheidsnormen die tijdens de COVID-19-crisis van kracht waren, gedeeltelijk te compenseren, en dit met volgende doelstellingen:

1° De educatieve ploegen ondersteunen om een differentiatie van het leerproces te bevorderen;

2° De versterking van de verwerving van basiskennis, psychosociale ondersteuning of, indien nodig, ondersteuning bij de inzet van digitaal leren;

3° Ondersteuning van leerlingen met leerproblemen als prioriteit.

In geen geval mogen deze extra lestijden worden toegekend aan vestigingen die niet onder de in artikel 2 bedoelde klassen ressorteren of voor andere doelstellingen dan deze vermeld in dit decreet.

Art. 4. Deze middelen worden toegekend a rato van 1 lestijd per volledige schijf van 12 leerlingen regelmatig ingeschreven op 15 januari 2020. De berekening wordt uitgevoerd per vestiging, kleuter- en basisniveau samengeteld.

Deze lestijden worden voor een termijn van 3 maanden toegekend, te gebruiken tussen 1 september 2020 en 31 december 2020. Een inrichtende macht kan desondanks beslissen deze extra lestijden op het volledige schooljaar 2020-2021 te verdelen, door de toegekende lestijden door 4 te delen, waarbij het resultaat naar de lagere eenheid wordt afgerond.

Art. 5. De lestijden bedoeld in artikel 4 kunnen vanaf 1 september 2020 worden gebruikt. De scholen die deze lestijden gebruiken moeten tegen ten laatste 15 oktober 2020 de Diensten van de Regering daarvan op de hoogte brengen door middel van een daartoe opgesteld formulier. De scholen die binnen deze termijn het formulier niet hebben ingevuld en teruggestuurd mogen de lestijden niet gebruiken.

In dat formulier vermelden de scholen de ambtsprofielen bedoeld in artikel 6 die ze willen aanwerven. Ze vermelden ook de taken en activiteiten die ze gaan organiseren in het kader van de ontwikkeling van de gedifferentieerde leerpraktijken waarvoor de lestijden bedoeld in artikel 4 zullen worden gebruikt.

Art. 6. § 1. De middelen bedoeld in artikel 2 en inzetbaar op basis van artikel 5 maken de creatie van één of meer betrekkingen mogelijk in één of meer aanwervingsambten zoals bepaald, voor het betrokken onderwijsniveau of het onmiddellijk lager of hoger niveau, bij het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs, binnen de volgende personeelscategorieën:

1° het bestuurs- en onderwijzend personeel;

2° het paramedisch personeel;

3° het sociaal personeel;

4° het psychologisch personeel;

5° het opvoedend hulppersoneel.

Over de bepaling van de in dat kader toevertrouwde opdrachten en hun verbinding met een aanwervingsambt door de inrichtende macht wordt overleg gepleegd binnen de plaatselijke organen van sociaal overleg.

Deze betrekkingen worden aan de personeelsleden op een vrijwillige basis toegekend, na toepassing van de statutaire regels voor de volgorde van toekenning van de betrekkingen.

In geen geval mag de toekenning van deze lestijden aanleiding geven tot een benoeming of een aanwerving in vast verband.

§ 2. In het basisonderwijs worden alle in lestijden omgerekende betrekkingen a rato van 24 lestijden per volledige opdracht omgerekend, en dit ongeacht de personeelscategorie en de in de betrokken ambten geldende prestatieregeling.

In het secundair onderwijs worden de betrekkingen van het personeel dat niet met cursussen wordt belast, in lestijden omgerekend a rato van 24 lestijden per volledige opdracht, ongeacht de in elk van de betrokken ambten geldende prestatieregeling.

Art. 7. Dit decreet treedt in werking op 1 september 2020 en treedt buiten werking op 30 juni 2021.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, op 17 juli 2020.

De Minister-President,
P.-Y. JEHOLET

De Vice-President en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke Kansen
en het toezicht op "Wallonie-Bruxelles Enseignement",
F. DAERDEN

De Vice-President en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,
B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie, Universitaire Ziekenhuizen,
Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel,
V. GLATIGNY

De Minister van Onderwijs,
C. DESIR

—
Nota

Zitting 2019-2020

Stukken van het Parlement. – Ontwerp van decreet, nr. 102-1. – Amendement(en) van de commissie, nr. 102-2 - Amendement(en) van de vergadering, nr. 102-3 - Tekst aangenomen door de plenaire vergadering, nr. 102-4.

Integraal verslag. – Bespreking en aanneming. – Zitting van 16 juli 2020.